

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 20 novembre 2025

Le Mexique a reçu un montant record d'IDE (40,9 Mds USD) au cours des trois premiers trimestres de l'année, en hausse de 14,5 % g.a..

D'après le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, ces chiffres d'IDE ont dépassé les attentes du gouvernement pour la période, qui a été marquée d'importantes incertitudes en matière commerciale. En outre, les nouveaux investissements ont enregistré une forte croissance (+218,6 % g.a.), atteignant 6,5 Mds USD.

Cinq pays ont concentré près de 73 % des IDE au Mexique, au premier rang desquels les États-Unis (39,5 % des flux, en hausse de 1,6 Md USD par rapport à la même période de l'année précédente), devant l'Espagne, le Japon, les Pays-Bas et le Canada. Les flux d'IDE en provenance des États-Unis et du Canada ont représenté 45 % du total des flux reçus au cours de cette période, « ce qui montre l'interdépendance des relations économiques dans la région T-MEC et l'importance des investissements étrangers pour la croissance économique trilatérale », d'après le communiqué de presse du ministère de l'Économie.

Enfin, l'industrie manufacturière est restée le secteur qui a attiré la plus grande part des IDE au cours des trois premiers trimestres de 2025, représentant 37,1 % du total (15,2 Mds USD).

LE CHIFFRE A  
RETENIR

**41 Mds USD**

IDE reçus au Mexique au  
des trois premiers  
trimestres de 2025

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

Entre janvier et août 2025, le Mexique est devenu la première destination des exportations américaines, représentant 15,8 % du total et détrônant le Canada, d'après les données du US Census Bureau. Au cours des huit premiers mois de l'année, les Etats-Unis ont exporté vers le marché mexicain des marchandises pour une valeur totale de 226,4 Mds USD, en hausse de 0,6 % par rapport à la même période l'année précédente. Les exportations vers le marché canadien ont au contraire reculé de 3,9 % g.a. sur cette même période, se sommant à 225,6 Mds USD. La Chine occupe la troisième place, important des produits américains pour un montant de 219 Mds USD, en baisse de 21,5 % g.a.. Dans l'ensemble, le Mexique se classe au premier ou au deuxième rang des acheteurs les plus importants pour 75 % des industries exportatrices américaines. Le Mexique est un importateur majeur des exportations américaines de céréales, de produits électroniques, d'acier et de fer, de pièces automobiles, de véhicules, de machines et de produits énergétiques. Si l'on considère les importations américaines, le Mexique a occupé la place de premier fournisseur au cours des deux dernières années et devrait consolider sa position en 2025. De janvier à août 2025, les ventes mexicaines vers le marché américain ont augmenté de 6,1 % g.a., atteignant 351,9 Mds USD, tandis que les ventes canadiennes se sont rétractées de 5,1 % (250,8 Mds USD) et les ventes chinoises de 21,5 % (219 Mds USD). Au cours des huit premiers mois de l'année, le Mexique a ainsi consolidé sa place de premier partenaire commercial des Etats-Unis, enregistrant un excédent commercial de 128,5 Mds USD.

**Le FMI a renouvelé pour deux ans la Ligne de Crédit Flexible (FCL) du Mexique, désormais fixée à 24 Md USD, contre 35 Md USD précédemment.** Cette réduction s'inscrit dans la stratégie poursuivie par les autorités mexicaines depuis 2017 visant à diminuer progressivement leur dépendance à cet instrument de précaution, après des niveaux exceptionnellement élevés durant la pandémie (jusqu'à 88 Md USD en 2020-2021). Le Conseil d'administration du FMI a jugé que le Mexique continue de respecter l'ensemble des critères d'éligibilité à la FCL, saluant la solidité de ses fondamentaux macroéconomiques : finances publiques prudentes, trajectoire de dette soutenable, cadre crédible de ciblage de l'inflation et régime de change flexible. L'institution met également en avant un secteur financier bien régulé et une supervision efficace. Selon Nigel Clarke, directeur général adjoint du FMI, l'activité économique demeure modérée, pénalisée par la consolidation budgétaire, une politique monétaire toujours restrictive et les tensions commerciales liées aux droits de douane imposés par les Etats-Unis. Il souligne toutefois la résilience et la stabilité de l'économie mexicaine dans un contexte externe incertain. La nouvelle ligne équivaut à 17,83 Mds de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), l'unité de compte du FMI. Les DTS ne sont pas une monnaie mais un actif de réserve fondé sur un panier de devises internationales (dollar, euro, yuan, yen, livre sterling), permettant d'évaluer et d'échanger des ressources entre pays membres. Le ministère des Finances rappelle que la FCL renforce les réserves

internationales et constitue un outil préventif essentiel pour faire face à d'éventuels chocs externes.

**L'Indice opportun d'activité économique (IOAE), publié par l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), suggère une stagnation de l'activité en octobre.** En parallèle, les perspectives de croissance du consensus de marché (Enquête de Citi publiée le 20 novembre 2025) demeurent inchangées, avec une progression du PIB attendue à 0,5 % en 2025 et 1,4 % en 2026. De son côté, le sous-gouverneur de la Banque centrale du Mexique, Gabriel Cuadra, a signalé que la contraction enregistrée au troisième trimestre (-0,3 % g.t.) pourrait conduire à une expansion du PIB « *inférieure aux 0,6 %* » retenus dans le scénario central de Banxico, rappelant que ces perspectives restent bien en deçà de la croissance moyenne de 1,8 % observée entre 2000 et 2019. Cette évaluation renforce le diagnostic d'une activité modérée, caractérisée par une faiblesse persistante du secteur industriel et une dynamique interne insuffisante pour générer un rebond à court terme.

## Sectoriel

**Le président du Conseil de coordination patronale (CCE) a annoncé pendant l'évènement « IA+ México » que l'intelligence artificielle pourrait devenir un des principaux moteurs des investissements directs étrangers au Mexique et entraîner une progression de 25 % des IDE au cours des prochaines années.** L'évènement « IA+ México » s'est tenu les 12 et 13 novembre dans la Ville de México et a réuni des investisseurs, des membres du gouvernement, des entreprises et start-up dans l'optique d'accélérer l'écosystème de l'intelligence artificielle au Mexique. Le président du CCE, Francisco Cervantes Díaz, a précisé que la progression des investissements dans l'IA serait soutenue par la stratégie conçue par le gouvernement et le secteur privé. Face aux défis économiques auxquels le Mexique est confronté, le président du CCE voit dans l'essor des nouvelles technologies, et en particulier de l'IA, une opportunité d'améliorer la productivité des entreprises. Lors de l'évènement « IA+ México », le gouverneur du Nuevo León, Samuel García, a annoncé que l'État deviendrait un hub d'intelligence artificielle, notamment grâce au premier *Green Data Center* issu d'une alliance entre Nvidia et Cipro Holding. L'entreprise américaine Nvidia, leader mondial des puces d'intelligence artificielle, a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un investissement mais d'une coopération technologique. Le plan visant à faire du Nuevo León un hub de l'IA comprend la création d'un « Digital Hall » par le gouvernement de l'État, la participation du ministère fédéral de l'Économie pour consolider le nouveau cluster d'IA et renforcer l'ensemble de l'écosystème, ainsi que la collaboration du milieu universitaire, notamment de l'Université du Nuevo León et du Tec de Monterrey. Le gouverneur du Nuevo León a en outre annoncé la création d'un Secrétariat à l'investissement étranger, à l'innovation et à l'intelligence artificielle destinée à attirer de nouveaux projets technologiques.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	20/11/2025
Bourse (IPC)	-1,77%	23,58%	62 080,58 points
Change MXN/USD	0,71%	-9,61%	18,40
Change MXN/EUR	-0,19%	-1,12%	21,23
Prix du baril mexicain	1,27%	-12,71%	56,65

## Amérique centrale

### Amérique centrale

Les États-Unis ont conclu de nouveaux accords commerciaux avec le Guatemala et le Salvador, prévoyant l'exemption de droits de douane sur une partie de leurs exportations. Pour le Guatemala, l'accord signé le 13 novembre accorde un accès libre de droits de douane au marché américain pour plus de 70 % des exportations, tandis que les autres produits resteront soumis à un tarif de 10 %. Les exportations agricoles guatémaltèques concernées représentent 1,6 Md USD. Le président Arévalo a salué un « accord historique », rappelant que les États-Unis sont le premier partenaire commercial du pays. En contrepartie, le Guatemala supprimera 12 barrières non tarifaires pour faciliter l'entrée de produits américains. L'accord conclu avec le Salvador prévoit également l'exemption de droits de douane pour une partie de ses exportations, en échange de la levée d'obstacles non tarifaires pour les biens américains. En 2024, les États-Unis ont absorbé 33 % des exportations salvadoriennes. Dans les deux cas, la finalisation technique est attendue dans les prochaines semaines pour une mise en œuvre prévue en janvier 2026.

## Costa Rica

**Les États-Unis auraient suspendu l'application des droits de douane réciproques sur l'ananas, la banane, le café et d'autres produits agricoles importants pour le Costa Rica.** D'après la Chambre de commerce extérieur du Costa Rica (CRECEX), cela représente un soulagement immédiat pour les secteurs agro-exportateurs qui avaient été exposés à cette guerre tarifaire. La CRECEX a souligné qu'en étant exclues des droits de douane réciproques, ces marchandises sont à nouveau soumises au cadre préférentiel initial du traité de libre-échange d'Amérique centrale (CAFTA), sans le surcoût temporaire lié à l'état d'urgence déclaré en avril par le gouvernement étasunien.

**La dette publique du gouvernement central du Costa Rica s'est élevée à près de 60 Mds USD à la fin du T3 2025, selon un rapport du ministère des Finances.** Le ratio dette/PIB s'établirait à 59,2 % en septembre 2025, soit une baisse de 0,6 p.p par rapport aux 59,8 % enregistrés fin 2024. Le paiement des intérêts de la dette s'élèverait à 3,5 % du PIB à la fin du mois de septembre, en baisse par rapport à la même période en 2024. En septembre 2025, le ministère des Finances aurait enregistré un excédent primaire de 1,3 % du PIB.

## El Salvador

**Les autorités salvadoriennes ont annoncé l'entrée en vigueur au T1 2026 de la Facture et Déclaration Unique Centraméricaine (FYDUCA).** Celle-ci sera d'abord au poste El Amatillo, frontalier avec le Honduras. La FYDUCA est un document utilisé pour enregistrer les exportations et les importations de marchandises en libre circulation, et qui permet la transmission électronique en temps réel du paiement des taxes dans le pays de destination. La Corporation des Exportateurs du Salvador (Coexport) a salué cette annonce et a estimé que cette mesure « *offrira aux entreprises de nouvelles opportunités pour réduire les délais et les coûts de leurs opérations douanières [...] et accroîtra leur compétitivité dans le commerce intrarégional* ». La mise en œuvre de la FYDUCA constitue l'une des étapes vers une intégration douanière approfondie entre les pays du Triangle Nord.

**Selon l'Association Bancaire Salvadorienne (ABANSA), les dépôts bancaires ont atteint 19,5 Mds en septembre, soit une progression de 20 % g.a..** Cette hausse des dépôts a notamment permis d'augmenter la capacité de prêts du secteur bancaire salvadorien. En effet, les prêts accordés se sont élevés à 17 Mds USD en septembre, un chiffre en progression de 7,6 % g.a. Le crédit aux entreprises a atteint 8,5 Mds USD, dominé par le commerce avec 2,7 Mds (+8,8 % g.a.), puis l'industrie manufacturière avec 1,6 Md USD (+8,3 % g.a.) et enfin la construction avec 1,15 Md USD (+31,9 % g.a.). Le financement destiné aux micros, petites et moyennes entreprises a également progressé, atteignant 2,7 Mds USD, en hausse de 13,7 % g.a. (+ 328 M USD).

## Guatemala

**Le Conseil Monétaire a émis un avis favorable pour l'approbation de deux prêts de la Banque mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour un montant total de 750 M USD.** Le prêt de BID, d'un montant de 350 M USD et accordé sur 23 ans à un taux de 5,55 %, visera à développer du corridor CA-9 Nord qui relie les ports Pacifique et Atlantique du pays et concentre 71 % de la valeur des exportations maritime. Le prêt de la Banque mondiale s'élève à 400 M USD et sera destiné à un programme d'infrastructures rurales et de mobilité, visant notamment à réhabiliter les routes rurales. Il sera accordé sur 31 ans à un taux de 5,97 %.

**Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), l'économie guatémaltèque progressera de 4 % en 2025 et de 3,9 % en 2026.** L'inflation atteindra 2,5 % à la fin de l'année 2025, un chiffre inférieur à la cible de Banguat de 4 % (+/-1), et 3,5 % en 2026. Les réserves monétaires nettes de Banguat ont atteint 30,7 Mds USD en septembre 2025, en hausse de 25,7 % par rapport à décembre 2024. La dette publique a atteint environ 32,9 Mds USD en septembre 2025, en augmentation d'environ 4,6 Mds USD (+ 16 % par rapport à fin 2024). Enfin, les envois de fonds (*remesas*) ont totalisé 19 Mds USD, soit une progression de 19,8 % g.a..

**Le ministère des Communications, des Infrastructures et du Logement (MINCIV) a annoncé l'achèvement de la construction du pont Chitomax, le deuxième plus grand du pays (272 m).** Le pont a été construit dans la municipalité de Cubulco, dans le département de Baja Verapaz. Selon le MINCIV, ce pont permettra le développement routier des zones rurales et améliorera la connectivité entre les départements de Baja Verapaz, Alta Verapaz, Quiché et le Petén. Le coût total du projet a été d'environ 28 M USD, financé grâce à un prêt de la BID approuvé en 2020 d'un montant de 150 M USD.

## Honduras

**L'Institut National de Statistiques (INE) a annoncé que le taux de pauvreté a atteint 60 % en 2025, contre 73,6 % en 2021, soit une diminution de 18,3 %.** De même, le taux d'extrême pauvreté a baissé de 28,7 % entre 2021 et 2025, passant de 53,7 % à 38,3 %. L'INE a souligné les efforts du gouvernement de Xiomara Castro en matière d'investissement public. En effet, au cours de son mandat, l'investissement public s'est élevé à environ 11,6 Mds USD, un chiffre supérieur aux investissements publics cumulés des 3 derniers gouvernements. Durant le gouvernement Castro, plus de 900 000 familles ont été exemptées de paiement d'électricité. En parallèle, le taux de chômage a baissé de 43 % entre 2021 et 2025, passant de 8,6 % à 4,9 %.

## Nicaragua

**Selon le ministère des Finances, le Nicaragua affiche un taux d'exécution budgétaire modeste avec 63,1 % des crédits dépensés entre janvier et septembre 2025.** Dans son rapport d'exécution budgétaire 2025, le Trésor affiche un excédent budgétaire d'environ 966 M USD et des recettes fiscales en augmentation de 435 M USD par rapport à 2024. Entre janvier et septembre, le gouvernement n'a pu émettre que 562 M USD de bons du Trésor, soit 15 % de l'objectif prévu. Cette faible émission reflète un sentiment de défiance des investisseurs envers les autorités nicaraguayennes. Le rapport souligne également que le Nicaragua n'a reçu que 27 % (7,7 M USD) des dons extérieurs prévus et 49 % (350 M USD) des prêts prévus.

**Selon l'Institut Nicaraguayen de l'Information du Développement (INDE), le taux de chômage a atteint 3,1 % en septembre 2025 (+0,7 % g.a.).** Cette hausse s'accompagne d'une progression de l'emploi précaire, qui représente désormais 43,4 % des actifs (+5,6 % g.a.). L'Institut Nicaraguayen de Sécurité Sociale signale par ailleurs la perte de 14 000 affiliés, conséquence directe de la montée du chômage. L'incertitude liée à une possible exclusion du Nicaragua du CAFTA-DR accroît les craintes d'une détérioration supplémentaire du marché du travail. Celui-ci demeure peu diversifié : 77 % des emplois se concentrent dans quatre secteurs — agriculture et pêche (26,8 %), commerce (22,7 %), activités municipales (18,3 %) et industrie manufacturière (9,5 %).

## Panama

**Tocumen S.A prévoit d'investir 12 M USD dans la modernisation de plusieurs équipements des deux terminaux de l'aéroport international de Tocumen.** Le projet, mené conjointement avec l'Autorité nationale des douanes (ANA), vise à améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer les capacités de contrôle douanier et fluidifier les processus de transit. Les travaux devraient débuter en 2026. Déjà l'un des hubs aériens les plus dynamiques du continent, l'aéroport accueille 14 compagnies aériennes et offre des liaisons directes vers 90 destinations.

**Moody's a confirmé la note souveraine du Panama à Baa3, tout en maintenant une perspective négative en raison de vulnérabilités budgétaires persistantes.** L'agence reconnaît les efforts du gouvernement pour réduire le déficit en 2025 et limiter les risques associés à la détérioration financière du système de retraite et à la fermeture de la mine Cobre Panamá. Elle souligne également un ralentissement attendu de la croissance de la dette et une stabilisation de son coût l'an prochain. Cependant, Moody's maintient la perspective négative, estimant que plusieurs facteurs continuent de peser sur la trajectoire de consolidation budgétaire, en particulier la faible performance des recettes fiscales, qui auraient reculé à environ 7 % du PIB en 2024, contre 11 % en 2010. De son côté, Standard & Poor's (S&P) a confirmé la note souveraine du Panama à BBB-, assortie d'une perspective stable. L'agence estime que le pays a réussi à préserver un environnement économique favorable aux entreprises malgré les récents défis sociaux et politiques. Elle souligne

notamment l'adoption de la réforme du système de pensions et la politique d'austérité budgétaire, qui auraient contribué à réduire le déficit et à stabiliser la dette publique. S&P anticipe une croissance économique de 3,8 % en 2025 et 4 % en 2026, soit un rythme supérieur à la moyenne régionale.

## Caraïbes

### Antigua-et-Barbuda

**Antigua-et-Barbuda fait partie des sept pays sélectionnés pour bénéficier du projet Early Warning for All (EW4ALL), doté de 12,5 M USD.** Ce projet, financé par le Fonds vert pour le Climat, est mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le projet s'articule autour de quatre axes prioritaires : (i) Renforcer la gouvernance et la coordination des politiques de réduction des risques de catastrophe ; (ii) Améliorer la connaissance des risques et la diffusion d'informations fiables ; (iii) Moderniser les systèmes d'alerte, en s'appuyant sur des infrastructures adaptées et des messages efficaces ; et (iv) Garantir une communication inclusive, afin que les alertes atteignent l'ensemble de la population, y compris les personnes en situation de handicap et les groupes les plus vulnérables. EW4ALL vise ainsi à doter le pays de systèmes d'alerte précoce plus performants et plus accessibles.

### Cuba

**La Foire de la Havane se veut un levier pour raviver l'attractivité de Cuba.** Près de 50 pays et plus de 700 entreprises, dont 240 sociétés cubaines, sont attendus à la Foire de la Havane (FIHAV), qui aura lieu du 24 au 29 novembre. Pour la troisième année consécutive, le nouveau secteur privé cubain sera également représenté, avec 61 PME cubaines. FIHAV 2025 accueillera aussi le 8ème Forum d'investissement, une plateforme de rencontres bilatérales qui permettra de présenter aux investisseurs étrangers le portefeuille d'opportunités pour 2026. En parallèle, un forum bancaire sera organisé le 26 et le 27 novembre, afin de renforcer l'intégration financière régionale entre les pays de la CARICOM. Cette édition comportera, également 5 salles d'expositions, organisées de manière thématique dont une destinée à la promotion des produits et des services cubains susceptibles d'être exportés. La « Journée de la France », prévue le 25 novembre, permettra les échanges entre les sociétés françaises exposantes et les autorités locales. Les enjeux sont nombreux pour le pays, qui cherche à relancer l'activité économique pour affronter la grave crise économique qu'il traverse actuellement.



## Jamaïque

**Le gouvernement a annoncé la création de l’Autorité nationale pour la reconstruction et la résilience (NARA) afin de faire face à l’ampleur des dégâts causés par l’ouragan Melissa.** Selon les estimations préliminaires de la Banque mondiale, les dégâts matériels dans l’ouest de l’île atteindraient 8,8 Mds USD, soit 41 % du PIB de 2024 - un montant probablement sous-estimé puisqu’il n’intègre pas les pertes économiques. La NARA sera chargée de piloter, coordonner et superviser l’ensemble du processus de reconstruction. Plusieurs partenaires internationaux ont déjà mobilisé des soutiens financiers et logistiques. L’Union européenne, , aurait débloqué 2 M EUR d’aide directe pour les populations touchées en Jamaïque, ainsi que 1,25 M EUR supplémentaires pour appuyer l’action de la Croix-Rouge dans le pays et à Cuba.

## République Dominicaine

**Du 12 au 15 octobre s’est tenue la sixième édition de la Semaine de France en République dominicaine sous le thème « Economie bleue et villes intelligentes ».** Porté par la Chambre de commerce franco-dominicaine, cet évènement biennal vise à renforcer la coopération économique bilatérale, notamment dans les domaines de la mobilité durable, de l’énergie, de l’innovation, de la gestion des déchets et des financements verts. Il a permis de valoriser la présence française dans les transports urbains (Alstom, Poma, Sofratesa), la transition énergétique (AkuoEnergy, TotalEnergies, STOA Infra & Energie) et les financements verts (Groupe AFD). La France, 8<sup>e</sup> investisseur en stock, s’est hissée en 2024 au 7<sup>e</sup> rang des contributeurs en IDE, alors que la République dominicaine enregistre pour la quatrième année consécutive des niveaux d’investissements directs étrangers à des sommets historiques. Le commerce courant reflète également cette dynamique, avec une hausse de près de 60 % des échanges bilatéraux au cours des cinq dernières années. Cette nouvelle édition a réuni plus de 800 participants et bénéficié de la présence du ministre de l’Industrie, du Commerce et des PME, Victor Ito Bisonó, qui a pris part au déjeuner d’affaires aux côtés des organisations professionnelles dominicaines.

**La République dominicaine sera l’hôte de la 305<sup>ème</sup> Réunion du Conseil Monétaire Centro-Américain (CMCA); les 20 et 21 novembre 2025 à Punta Cana.** Cette réunion réunira les dirigeants des banques centrales de plusieurs pays d’Amérique centrale (Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama). Chaque banque présentera son diagnostic macroéconomique et ses perspectives de croissance à court terme. Le CMCA entend faire de cet espace un lieu de réflexion technique sur les risques internationaux (volatilité financière, tensions géopolitiques, changement climatique). En outre, cet évènement comptera également sur la présence de représentants du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque des règlements internationaux (BRI), de la Banque interaméricaine de développement (BID) ou encore de la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Le FMI a achevé sa consultation de l'article IV et projette un rebond de la croissance dominicaine à 4,5 % en 2026, après un ralentissement de l'activité en 2024-2025. Le conseil exécutif fait état de signes récents de reprises justifiés par la croissance du crédit, des exportations et du tourisme. Le Fonds prévoit une maîtrise de l'inflation dans la fourchette cible de la Banque centrale (4 % ±1 %) et un déficit courant stabilisé autour de 2,5 % du PIB, largement financé par les IDE. L'institution recommande de poursuivre la consolidation budgétaire projetée pour renforcer la position fiscale, en particulier via l'amélioration de la mobilisation des recettes et une rationalisation des dépenses, notamment dans le secteur électrique où les pertes continuent de peser significativement sur les finances publiques. Le FMI encourage, par ailleurs, les autorités à approfondir le développement des marchés financiers domestiques et à maintenir un taux de change flexible afin de renforcer la résilience aux chocs externes. Parmi les risques identifiés figurent la volatilité mondiale, les aléas climatiques et la persistance des fragilités structurelles, alors que des gains de croissance pourraient émerger d'une accélération des réformes et du dynamisme des investissements privés.

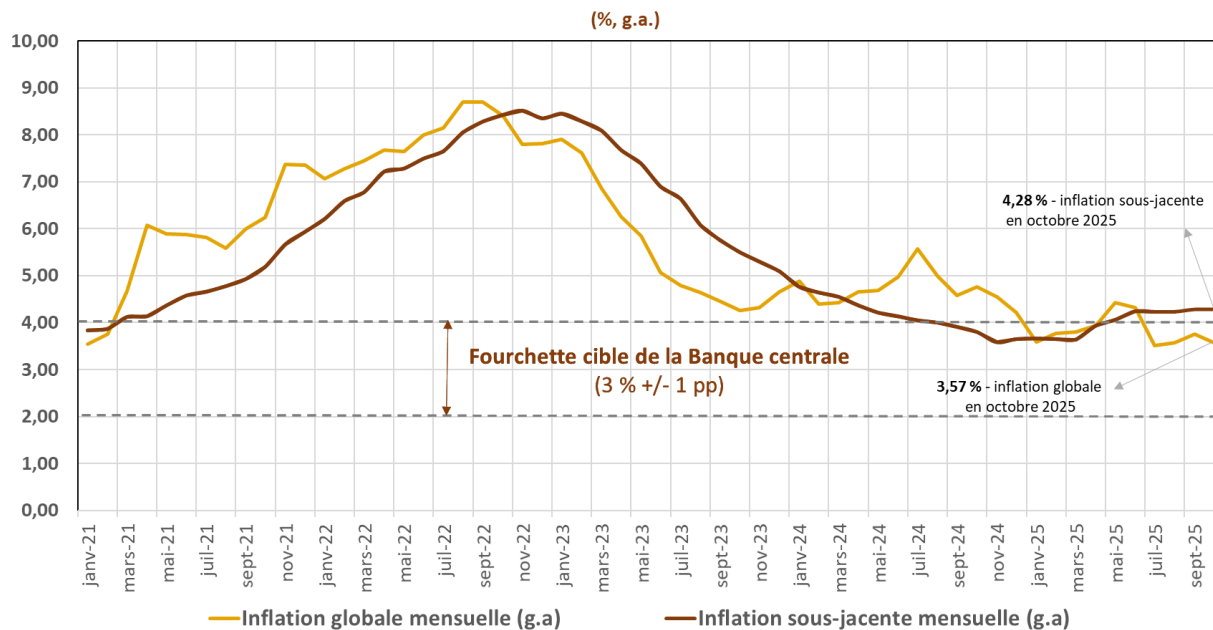
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,25%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

## - Annexe Graphique Mexique -

### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

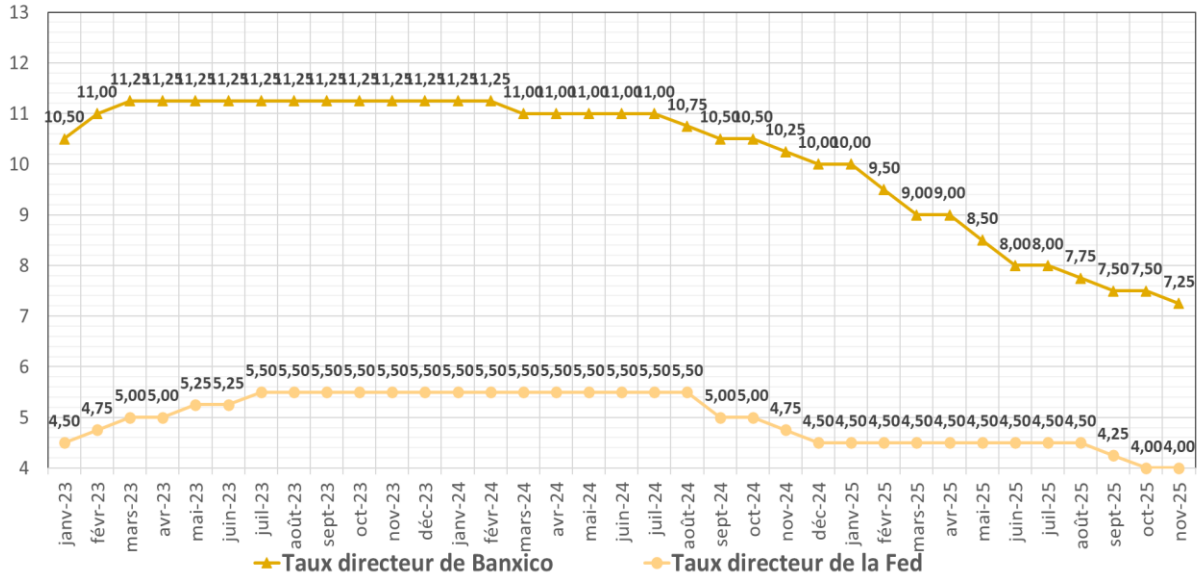


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325

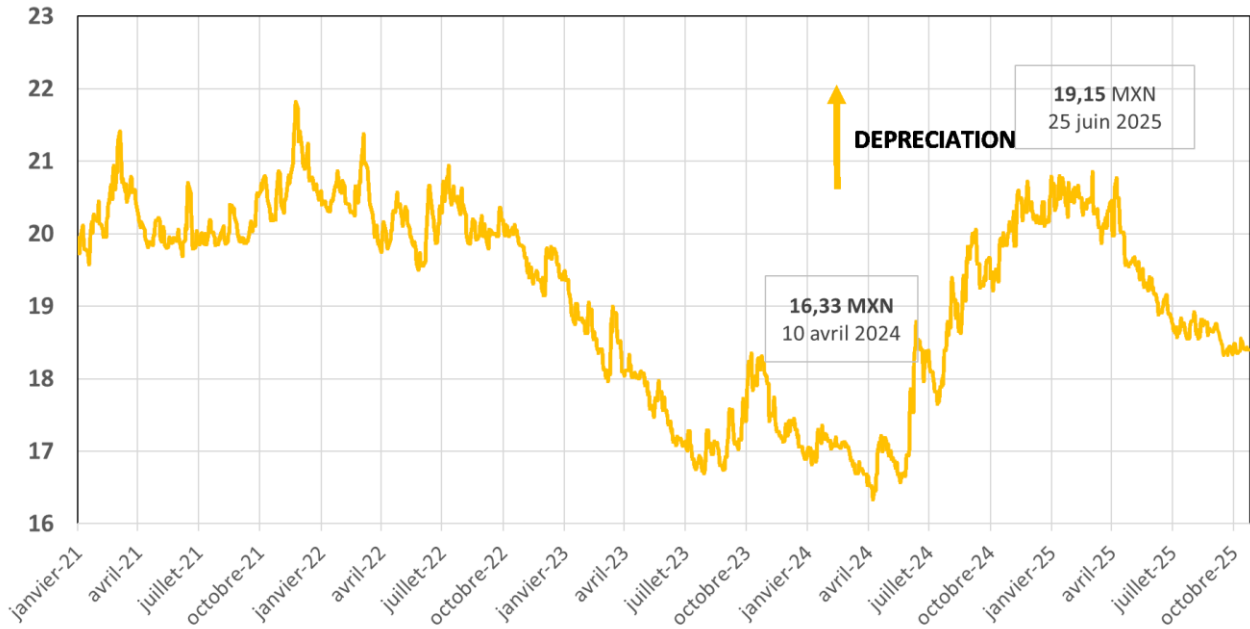
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

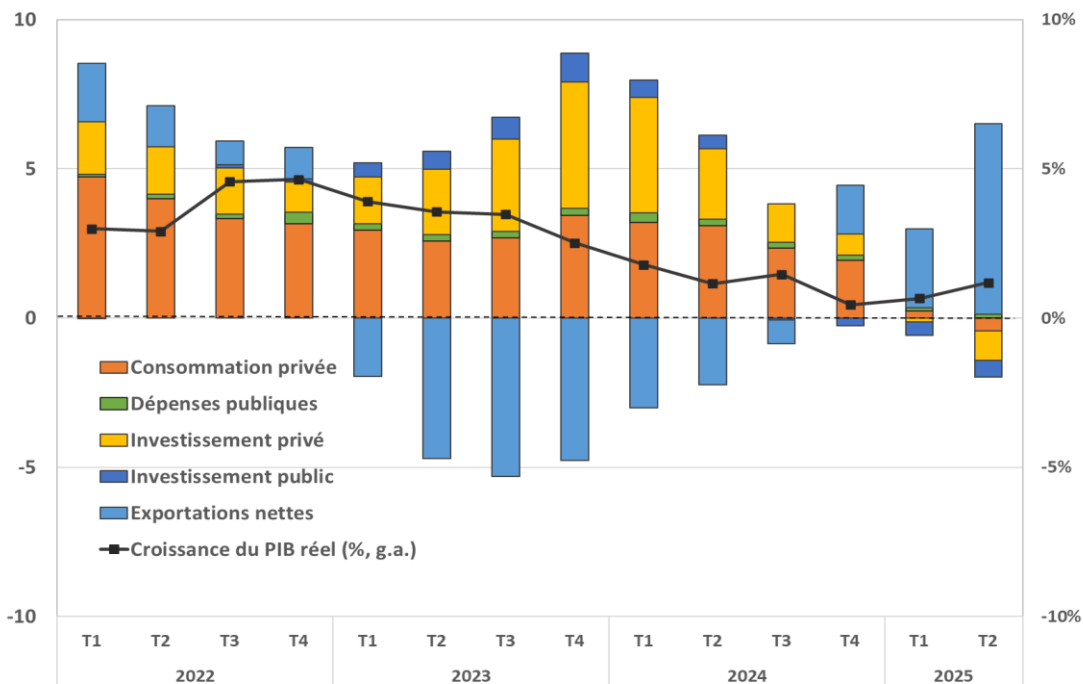
**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE  
(MXN/USD)**



Source : Banque centrale du Mexique

### PIB REEL ET SES COMPOSANTS

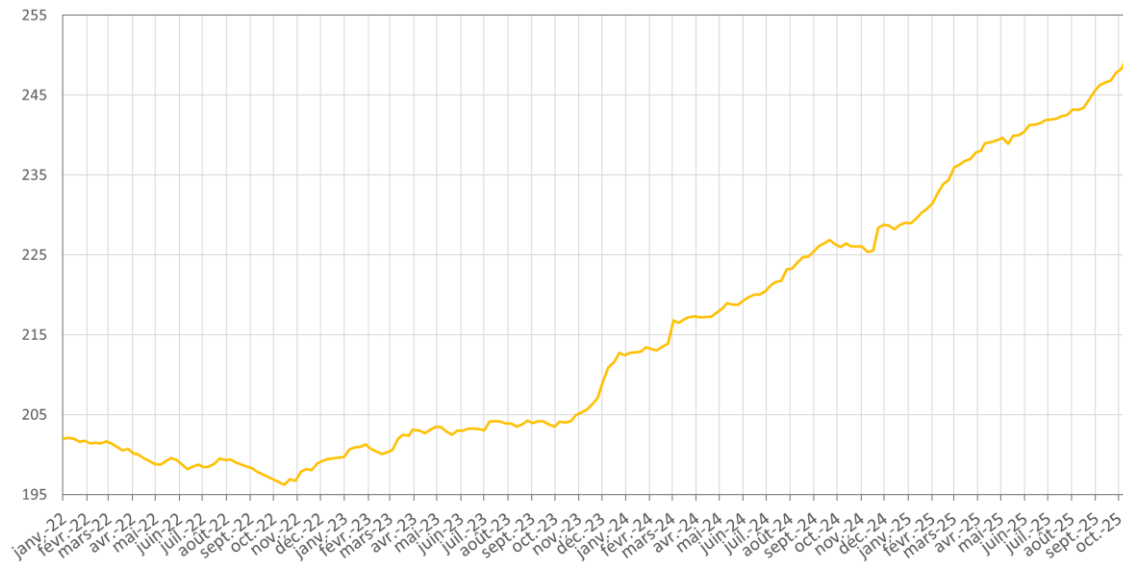
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)